مجلة المعارف للبحوث و الدراسات التاريخية
https://www.asjp.cerist.dz/en/PresentationRevue/111
ISSN: 2437-0584/ EISSN: 2437-0584
Volume 10 , Numéro 03 , (decembre - 2025) PP(531/559)

Du Principe à la Pratique : L'Organisation Spéciale du PPA-MTLD dans la genèse de la lutte armée pour l'indépendance algérienne (1947-1950)

Mustapha SADAOUI(*),
[1] Laboratoire d'histoire locale, mémoire collective et nouvelles approches - Université de Bouira (Algérie), m.sadaoui@univ-bouira.dz

Date de réception 23/ 10/2025 **Date d'acceptation**: 10/ 12/2025 **Date de publication** 22/ 12/2025

Résumé

Cet article examine le rôle central de l'Organisation Spéciale (OS) dans la bascule du mouvement national algérien de l'action politique légale vers la lutte armée entre 1947 et 1954. À partir d'une analyse documentaire croisée (archives, témoignages, publications contemporaines), il replace la naissance de l'OS dans le cadre des mutations sociales et démographiques de l'immédiat après-guerre. L'étude montre comment cette structure clandestine a construit les capacités organisationnelles, la formation des cadres et les dispositifs logistiques qui constitueront l'embryon de l'appareil militaire national. Le démantèlement de l'OS en 1950 est interprété non comme un simple échec mais comme une « crise de croissance » : une phase de recomposition qui libéra des militants des contraintes de l'action légale, aiguisa leur radicalisation stratégique et précipita leur engagement massif en faveur de l'action armée. En ce sens, la trajectoire de l'OS apparaît comme un facteur déterminant ayant préparé les conditions historiques du déclenchement de la révolution du 1er novembre 1954.

Mots clés: Organisation Spéciale (OS) - PPA-MTLD - Mouvement national algérien - Guerre de libération - Lutte armée - Affaire Rahim.

Abstrac:	This article examines the central role of the *Organisation Spéciale* (OS) in shifting the Algerian national movement from legal political action to armed struggle between 1947 and 1954. Based on a cross-documentary analysis (archives, testimonies, and contemporary publications), it situates the emergence of the OS within the broader social and demographic transformations of the immediate postwar period. The study shows how this clandestine structure established the organizational capacities, cadre training, and logistical mechanisms that later formed the nucleus of the national military apparatus. The dismantling of the OS in 1950 is interpreted not as a failure but as a "growth crisis"—a phase of recomposition that freed militants from the constraints of legal activism, sharpened their strategic radicalization, and accelerated their commitment to armed struggle. In this sense, the trajectory of the OS appears as a decisive factor in preparing the historical conditions for the outbreak of the Algerian Revolution on November 1, 1954.
Keywords:	Special Organization (OS) - PPA-MTLD - Algerian National Movement - War of Liberation - Armed Struggle - Rahim Affair.

1. Introduction:

L'intervalle crucial de 1947 à 1954 correspond, pour l'Algérie, à une période de transition majeure. Cette séquence historique est définie par l'amorce d'un cheminement sans précédent dont l'aboutissement fut le passage de l'idée révolutionnaire de l'ordre de la potentialité (*in potentia*) à celui de la réalisation (*in actu*).

L'Organisation Spéciale (OS) se positionna comme un acteur déterminant de ce processus. Fondée à l'occasion d'un congrès clandestin du Parti du Peuple Algérien (PPA) en février 1947, cette structure clandestine à vocation paramilitaire avait pour unique mission de structurer la future lutte armée. Néanmoins, cette dynamique fut interrompue environ trois ans plus tard : les services de sécurité coloniaux réussirent à découvrir et à démanteler l'organisation, qui fut ensuite officiellement dissoute par sa propre tutelle politique (le parti).

Dès lors, la question de la réussite ou de l'échec de cette entreprise se pose avec acuité : dans quelle mesure cette tentative inédite dans l'histoire du nationalisme algérien est-elle parvenue – ou a-t-elle échoué – à opérer le passage de l'idée révolutionnaire d'une simple conception théorique à une action concrète et immédiate ?

Afin d'appréhender cette problématique, notre réflexion s'articulera autour des quatre axes de recherche suivants :

1. Quelles sont les motivations profondes ayant présidé à la création de cet appareil, et pourquoi ce choix stratégique a-t-il été fait à ce moment précis de l'histoire ?
2. Quels accomplissements concrets l'Organisation Spéciale est-elle parvenue à réaliser durant son existence ?
3. Quelles sont les causes réelles ayant conduit à sa découverte et à son démantèlement par les services de sécurité coloniaux ?
4. Son démantèlement et sa dissolution subséquente doivent-ils être interprétés comme la preuve d'un échec dans l'accomplissement de sa mission fondatrice ?

1. Genèse de l'Organisation Spéciale

Contrairement à une perception simplifiée, le processus d'établissement de l'Organisation Spéciale (OS) ne saurait être interprété comme une rupture radicale en 1947, inaugurant une nouvelle ère de lutte fondée sur le principe de la « table rase ». Il s'inscrit, au contraire, dans la continuité d'une longue accumulation historique de résistances douloureuses visant le recouvrement de la souveraineté nationale.

L'idée de la lutte armée est en effet consubstantielle à l'occupation elle-même : elle fut, dès les premières heures de l'occupation (1830), un élément intégral de la conscience collective algérienne. Les multiples révoltes qui ont émaillé le XIXe siècle et se sont prolongées au début du XXe en constituent une preuve manifeste[1]. Si, en raison d'échecs dus à des facteurs objectifs, cette idée se retira temporairement du champ de l'action concrète, elle demeura puissamment ancrée dans les mentalités, conservant une vive présence au niveau des prédispositions. De façon paradoxale, ce fut le système colonial lui-même qui « veilla à son entretien par le biais du monde étriqué et parsemé de toutes sortes d'injustices et d'interdits qu'il instaura ».

Ainsi, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la dite idée trouva un terreau exceptionnellement propice à sa résurgence, façonné par trois dynamiques interdépendantes :

1.1 Mutations sociodémographiques

L'Algérie connut, en particulier à la faveur de la Seconde Guerre mondiale, des bouleversements économiques et sociaux qui firent naître la base sociologique nécessaire à l'inauguration d'une phase de lutte distincte. L'accent doit être mis sur

l'expansion démographique exponentielle des populations algériennes, qui altéra de façon irréversible l'équilibre de la société coloniale.

Les statistiques témoignent de cette rupture de l'équilibre démographique : le rapport intercommunautaire passa de 644 individus musulmans pour 100 Européens en 1936 à 832 pour 100 en 1948[2]. L'impact de cette vague démographique était amplifié par le rajeunissement structurel de la population autochtone, attesté par un rapport de 1 200 jeunes Algériens pour 100 jeunes Européens[3]. Ce déséquilibre était particulièrement prégnant dans les zones rurales, qui concentraient plus de 80 % des populations musulmanes, contre seulement 20 % des Européens[4]. L'écart ne cessa de se creuser en milieu agricole, avec un ratio de 1886 ruraux musulmans pour 100 ruraux européens en 1931, atteignant 2 859 pour 100 en 1948[5]. Ce basculement démographique accéléra le recul de l'emprise française sur ce vaste territoire, qui se transforma progressivement en un creuset de forces échappant à son quadrillage et à son contrôle.

Corollairement, l'exode rural fut exacerbé par l'état de dénuement et de sous-emploi chronique des campagnes, qui se mirent à projeter d'importantes fractions de leurs habitants vers les pôles urbains, mues par la recherche de subsistance. Cette poussée migratoire provoqua un renversement des ratios démographiques citadins. Favorable aux populations européennes jusque dans les années 1930, l'équilibre commença à basculer à un rythme accéléré en faveur des Algériens autochtones. Le volume de la population musulmane urbaine doubla entre 1931 et 1948, atteignant 1 129 482 habitants contre 606 440 initialement.[6]

Le dit exode s'accompagna ainsi d'une « ruralisation » marquée des centres urbains, accentuée par l'intégration de contingents de chômeurs et de travailleurs informels (cireurs, portefaix, *etc.*). Ce contexte social favorisa l'émergence de nouvelles couches prolétarisées, particulièrement sensibles au discours et au projet révolutionnaire. Cette dynamique urbaine se doubla, sur le plan politique, d'un retour significatif de forces traditionnelles du monde rural, contribuant à revigorer la mouvance nationaliste révolutionnaire.

1.2 Désillusion politique et radicalisation

Les années coïncidant avec la Seconde Guerre mondiale furent, en Algérie, le théâtre d'une « contradiction explosive » entre l'accroissement des espérances relatives à une résolution politique du problème colonial et la déception intrinsèque à leur décalage avec la réalité[7]. Cette dissonance cognitive et politique poussa la société autochtone au-delà du point de rupture, cristallisant une vocation irréfragable à l'affrontement armé.

La période fut en effet jalonnée de développements exceptionnels : l'effondrement de la France (juin 1940), le débarquement allié (novembre 1942), la proclamation du Manifeste du Peuple Algérien (février 1943), puis l'émergence du mouvement des Amis du Manifeste et de la Liberté (AML) (mars 1944). Ces événements eurent pour effet de revitaliser l'horizon de la libération et de l'indépendance. Ils induisirent, sur le plan psychologique, la rupture des chaînes du complexe d'infériorité et de la résignation qui caractérisaient la société colonisée. Les témoignages contemporains décrivent des transformations psychosociologiques majeures, révélant chez les « indigènes » de

nouvelles postures : refus net des humiliations, rejet de toute vassalité envers les colons, et affirmation d'un principe d'égalité dans l'interlocution[8].

Cependant, l'effondrement brutal de ces espoirs, noyés dans l'effusion de sang consécutive aux massacres de mai 1945, établit de façon irréfutable que l'émancipation du joug colonial ne pouvait être le produit d'une conciliation amiable. La nature même du système colonial, régie par une logique exclusive reposant sur l'antagonisme binaire « eux ou nous », imposait la nécessité d'une conflagration existentielle conduisant soit à l'extinction de l'entité nationale, soit à l'éradication du fait colonial. Devant cette alternative radicale, le peuple algérien fut acculé à la violence révolutionnaire comme unique réplique à la violence coloniale. Telle fut la cause immédiate de l'accélération révolutionnaire qui se traduisit, dès 1947, par l'amorce concrète des préparatifs de la lutte armée.

1.3 Contexte international favorable

Enfin, l'après-Seconde Guerre mondiale fut marquée par l'émergence d'une réalité internationale inédite. Celle-ci conféra à la décolonisation un caractère universel, la muant en une « contagion salutaire » qui, par un effet systémique d'actions et de rétroactions en chaîne, devint l'esprit moteur de l'époque. Cette dynamique contribua à la dispersion des efforts coloniaux et à leur affaiblissement structurel.

Cette tendance fut accentuée par deux facteurs majeurs : la dépréciation stratégique des puissances coloniales historiques, dont les ressources étaient épuisées par le conflit, et l'opposition de principe affichée par les deux nouvelles entités hégémoniques

– les États-Unis d'Amérique et l'Union Soviétique – au système colonial. Par conséquent, les colonies cessèrent de se trouver dans un « marché monopolistique » absolument dépendant du pouvoir colonial, évoluant plutôt vers un « marché libre » qui leur offrait une marge de manœuvre accrue pour recouvrir leur indépendance[9].

1.4 Compromis interne au sein du PPA

Si le contexte global était objectivement propice à l'adoption d'une solution révolutionnaire au problème colonial, la fondation de l'Organisation Spéciale (OS) ne fut pas un phénomène d'évidence stratégique. Au contraire, les entités nationalistes, y compris le Parti du Peuple Algérien (PPA), optèrent, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, pour un revers tactique en revenant aux modalités de lutte légaliste (à l'image de la participation aux élections de novembre 1946), escomptant tirer parti d'une prétendue inflexion de la politique française.[10]

Cette réorientation réformiste se heurta cependant à l'opposition farouche de la jeune garde militante du PPA, dont la conscience politique avait été aiguisée par la violence des événements de mai 1945. Cette dichotomie engendra une secousse majeure menaçant l'intégrité organisationnelle du parti. Pour désamorcer ce risque de scission, la direction dut convoquer le congrès de février 1947, lequel aboutit à un arrangement consensuel : il érigea le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD) en vitrine légale du combat politique, tout en fondant l'Organisation Spéciale (OS) pour assumer la préparation de l'action armée.[11]

Il résulte de cette analyse que la décision d'instituer l'OS ne procédait pas primairement d'une vision stratégique unifiée visant le déclenchement immédiat de la révolution, mais plutôt d'une gestion pragmatique des antagonismes internes visant à sanctuariser la cohésion du parti face à une crise perçue comme passagère. Une interrogation fondamentale se dégage : ces mesures d'urgence ne constituaient-elles pas des expédients provisoires destinés, non pas à l'extinction du conflit, mais à sa latence pour une aggravation ultérieure ? La réponse à cette question ne se manifesta, malheureusement, qu'après l'achèvement du cycle de rétroaction (*feedback*), lorsqu'il n'était plus possible de rétablir la situation. Néanmoins, l'Organisation Spéciale parvint, durant son activité, à engranger un capital de réalisations substantielles.

2. Les Réalisations de l'Organisation Spéciale :

L'apport fondamental de l'Organisation Spéciale (OS) fut d'ancrer la perspective révolutionnaire dans le champ des potentialités effectives. Cette légitimation pragmatique du projet fut assurée par l'édification de quatre piliers techniques et organisationnels absolument nécessaires à son exécution :

2.1 Elaboration d'un plan révolutionnaire adéquat :

L'état-major de l'Organisation Spéciale (OS) a élaboré un plan insurrectionnel inédit dans l'histoire de la résistance algérienne. Ce plan fut le fruit d'une analyse rigoureuse des expériences nationales antérieures et d'une étude des modèles mondiaux, enrichie par une vaste connaissance des avancées de la pensée militaire et stratégique moderne.

Cette réflexion a conduit à l'identification de quatre principales options stratégiques : le soulèvement populaire, le

terrorisme généralisé, la création d'une zone libérée et la guerre de partisans.[12] Après examen, les options suivantes furent écartées :

- **Le soulèvement populaire :** jugé obsolète, car reposant sur le « principe de la supériorité numérique », rendu caduc par l'évolution de l'armement moderne. De plus, la certitude que la France utiliserait tous ses moyens pour conserver l'Algérie – « pierre angulaire » de son empire – faisait de cette option un suicide pur et simple, comme l'avaient douloureusement démontré les expériences de 1871 et 1945.

- **Le terrorisme généralisé** fut jugé inefficace dans sa portée, car il se contentait d'attaquer les manifestations individuelles du système, sans démanteler sa matrice coloniale.

- **La zone libérée** fut jugée irréalisable, en l'absence des conditions sine qua non (puissance de feu autonome, soutiens logistiques garantis, et contiguïté frontalière avec un état allié engageant sa souveraineté).

Le choix stratégique se porta donc sur la guerre des partisans. Cette doctrine repose sur une « approche indirecte » visant la neutralisation de la supériorité matérielle et technologique de l'adversaire colonial, en lui opposant l'avantage asymétrique de la détermination humaine et de la supériorité morale.

Les principes fondateurs de cette stratégie sont les suivants :[13]

- La Guerre Populaire : La fusion entre l'avant-garde armée et la masse populaire est considérée comme vitale,

symbolisée par l'adage : « le peuple est aux partisans ce que l'eau est aux poissons ».

- La Guérilla : Elle préconise l'évitement de la confrontation frontale avec un ennemi supérieur en nombre et en matériel. (ne pas « prendre le taureau par les cornes ») et vise à rendre l'effort de contre-insurrection vain et excessivement coûteux pour l'ennemi (comparable à la tentative de « chasser les mouches avec un fusil »), l'obligeant, ainsi, à des efforts intolérables à long terme.

- La Défense Stratégique : Elle assure une attente constructive, l'exploitation des erreurs adverses et une adaptation constante aux évolutions du théâtre d'opérations.

- La Maîtrise du Terrain : La géographie nationale est considérée comme un allié intrinsèque des combattants qui, par leur connaissance supérieure, surclassent les forces d'occupation.

2.2 Constitution d'un encadrement humain compétent :

L'Organisation Spéciale (OS) a mis en place un processus de cooptation visant à intégrer entre 1500 et 2000 des militants les plus aguerris du Parti du Peuple Algérien (PPA-MTLD).[14] Ce processus reposait sur des critères rigoureux et suivait un protocole méticuleux;

La sélection obéissait à des critères d'évaluation stricts: expérience militante avérée, foi inébranlable dans l'engagement armé, aptitudes cognitives, courage physique et moral, discrétion absolue et vigueur corporelle.[15]

L'intégration se déroulait selon un protocole décliné en cinq phases: **Enquête approfondi** sur la vie et le comportement du candidat. **Entretien** avec une personne inconnue qui l'informait des objectifs et des devoirs de l'OS, puis lui proposait d'y adhérer. **Mise à l'épreuve** situationnelle (test de loyauté et de bravoure). **Cérémonie du Serment** (tenue dans le secret et de nuit). Enfin, **l'Affectation officielle** (souvent masquée par une mutation disciplinaire).[16]

L'ensemble des nouvelles recrues bénéficiait d'un entraînement poussé aux techniques de la guerre de guérilla, assorti d'une instruction idéologique et éthique de haut niveau.[17] L'objectif était de former un corps d'élite capable d'encadrer et de diriger le futur mouvement révolutionnaire.

2.3 Le strict minimum nécessaire de moyens matériels (armes) :

Nonobstant les obstacles majeurs, l'Organisation a réussi à constituer des caches clandestines d'armes légères et de munitions réparties sur le territoire national (l'Aurès, Smendou, la Kabylie, Alger, Oran, Laghouat, *etc*..). Ce processus fut directement tributaire des missions d'approvisionnement qu'elle diligentait. Deux d'entre elles, exécutées dans la région d'Oued Souf (Sud-Est), permirent de drainer un volume significatif d'armement issu du reliquat des combats de la Seconde Guerre mondiale dans le désert libyen. Le bilan de la première intervention (1947) fut de trente-trois pièces d'armement récupérées, tandis que la seconde (1948) accrût cet arsenal de plus d'une centaine d'unités.[18]

À cette accumulation d'armement s'ajouta la collecte de matériel explosif, principalement dans les zones à forte

concentration minière telles que l'Ouarsenis, Collo et l'Ouenza.[19] L'opération fut par ailleurs complétée par l'identification et la reconnaissance des axes frontaliers orientaux et occidentaux, ainsi que par l'instauration de relations privilégiées avec les acteurs révolutionnaires des pays limitrophes. Cette dernière mesure visait à garantir, en cas d'insurrection armée, la mise en place de réseaux logistiques pérennes de ravitaillement et d'approvisionnement. Aussi, l'Organisation incita ses membres à une auto-dotation en armement.[20]

Enfin, il est impératif de mettre en évidence la tentative de l'Organisation d'amorcer une capacité d'industrie de défense.[21] Cette entreprise fut matérialisée par l'institution de services généraux hautement spécialisés.

1. Le service du génie, d'une part, assumait la production d'explosifs de nature variée (offensifs, incendiaires, détonants) et dispensait une formation technique aux militants en matière de sabotage et de maniement de ces matériels.

2. Le service des transmissions, d'autre part, regroupait des experts en radio et électricité – souvent issus des corps de transmission militaires – et avait pour mandat l'acquisition, la maintenance et les essais de fabrication locale des équipements de communication (stations d'émission et de réception). Il assurait également l'instruction des cadres aux protocoles d'utilisation, ainsi qu'aux méthodes de chiffrement et de déchiffrement des messages.[22]

2.4 La Synergie Opérationnelle

Cette phase s'incarne par la synergie des facteurs, un processus rendu possible grâce à l'important patrimoine de l'« Organisation Spéciale » (OS). Ce patrimoine est constitué d'un corpus doctrinal et pratique englobant les méthodes organisationnelles, les techniques de communication, les règles de la clandestinité, les normes de discipline et les procédures opérationnelles. Il représente la « lentille convergente » indispensable pour articuler, concentrer et rendre pleinement opérationnels les trois piliers stratégiques précédemment évoqués.

De manière générale, l'Organisation Spéciale (OS) connut, dès sa fondation, une accélération de son développement, chaque progrès consolidant la dynamique initiale. Ce processus d'expansion, que l'on pourrait comparer à un mécanisme cybernétique où les résultats régulent les actions futures, fut tel qu'après la réunion de Zeddine (décembre 1948 - janvier 1949), l'échéance du soulèvement historique semblait imminente.[23] Cependant, ce flux révolutionnaire fut subitement interrompu. Une série de crises successives s'enclencha dans un cycle funeste, culminant avec l'« affaire Rahim ». Cet événement est souvent analysé comme le « grain de sable » qui enraya la mécanique interne de l'Organisation Spéciale, provoquant ainsi sa découverte, son démantèlement et, ultimement, sa dissolution.

3- La Découverte et le Dénouement : Analyse Critique

Selon la version la plus répandue et largement relayée,[24] la découverte de l'Organisation Spéciale (OS) serait due à l'action d'un certain « Rahim » (de son vrai nom Abdelkader Khiari), membre de l'OS à Tébessa. Souhaitant se retirer de la structure – une démarche formellement interdite par le règlement intérieur[25] –

, il aurait été sanctionné par un "commando" de l'Organisation venu d'Annaba pour le « corriger ». À la suite de cette agression, l'intéressé se serait précipité au poste de police colonial le plus proche pour révéler l'existence de l'organisation.

3.1. Remise en Question de l'Explication Traditionnelle

Cette explication simpliste, qui réduit le démantèlement de l'Organisation Spéciale au seul incident « Rahim », ne résiste cependant pas à l'examen critique, tant au niveau de l'événement lui-même qu'à celui de son contexte stratégique :

Au niveau de l'événement, une analyse critique des témoignages relatifs à l'incident révèle que plusieurs de ses éléments ne sont que des conclusions hâtives et des hypothèses non vérifiées.

1. L'appartenance réelle de Rahim à l'Organisation Spéciale n'est pas solidement établie. Les informations qu'il détenait sur la structure étaient, au mieux, très limitées et ne dépassaient guère les limites du secteur de Tébessa.[26]

2. De plus, des témoignages concordants suggèrent qu'il n'a pas identifié ses agresseurs, ce qui invalide sa connaissance de leur appartenance à l'Organisation Spéciale et, par extension, sa capacité à la dénoncer spécifiquement.[27]

Au niveau de l'ampleur et de la logique, Même si l'on acceptait cette version des faits, elle ne saurait à elle seule expliquer l'ampleur, la rapidité et l'intensité de l'opération de démantèlement menée par l'administration coloniale[28]. Cette efficacité suggère que les sources d'information sur lesquelles se sont appuyés les services de sécurité étaient bien plus

substantielles que le seul témoignage de « Rahim » et de ses éventuels compagnons.

Cette hypothèse est d'autant plus étayée que des incidents de gravité supérieure et impliquant des cadres mieux informés s'étaient produits antérieurement, sans pour autant conduire à la découverte de l'organisation :

- Dans le secteur oranais, l'arrestation de responsables de district et de secteur tels que Boutlelis, Missoum Bahri et Hadj Benalla, consécutive à l'affaire de la poste d'Oran, n'avait pas engendré un démantèlement généralisé.[29]

- De même, l'arrestation des responsables de l'OS en Kabylie, Amar Ould Hamouda et Omar Boudaoud, lors de la « crise berbériste », n'avait pas entraîné la découverte de la structure.[30]

Dès lors, la question se pose : comment l'arrestation de responsables locaux dans le Constantinois, lors d'un incident de moindre importance que les précédents, aurait-elle pu suffire à provoquer le démantèlement de l'OS à l'échelle nationale[31]?

Quant au contexte global, de nombreux éléments portent à croire que l'incident "Rahim" ne fut qu'un prétexte opportun utilisé par les services de sécurité coloniaux. Ce dernier aurait permis de déclencher la deuxième phase de l'opération policière – le démantèlement actif – après l'achèvement méthodique de la première phase : le renseignement.

Au cours de cette phase préparatoire, les autorités avaient déjà réussi à lever le voile sur l'Organisation Spéciale et à

collecter un volume d'informations substantiel, comme en témoignent plusieurs faits antérieurs à mars 1950[32] :

- Identification des activités : Diverses opérations de l'OS avaient été repérées, incluant les entraînements, la contrebande d'armes, les braquages et autres actions clandestines.
- Saisie de preuves matérielles : Les forces de l'ordre avaient mis la main sur des preuves tangibles de l'existence de l'OS : armes, explosifs, manuels militaires et autres documents incriminants.
- Découverte de réseaux : Plusieurs cellules liées à l'Organisation avaient été localisées et identifiées dans diverses régions.
- Arrestation de cadres supérieurs : Un nombre conséquent de cadres dirigeants avaient déjà été arrêtés, parmi lesquels Hamou Boutlelis, Missoum Bahri, Hadj Benalla, Mohamed Ali Khider, Amar Ouamrane et Omar Boudaoud.
- Identification des leaders : Les principaux responsables de l'Organisation, tels qu'Ait Ahmed et Ben Bella, étaient identifiés et faisaient l'objet de mandats d'arrêt.
- Étendue géographique : Ces découvertes et arrestations concernaient déjà une vaste étendue du territoire national (Collo, El Harrouch, Azzaba, Béjaïa, Alger, Oran, Mascara, Mostaganem, El Oued, *etc.*).

En définitive, l'incident "Rahim" est interprété non pas comme la cause initiale de la découverte, mais comme l'élément

déclencheur formel qui a légitimé le passage à l'exécution d'un plan de démantèlement déjà préétabli.

3.2 La Cause Réelle ou Le Piège de l'Hibernation

Pour déterminer la cause véritable du démantèlement de l'Organisation Spéciale (OS), il est nécessaire d'adopter une approche synthétique qui dépasse le cadre d'un fait isolé pour examiner la relation entre les différents facteurs influents.

L'analyse des données disponibles conduit à la conclusion que le facteur stratégique décisif qui a scellé le sort de l'Organisation est le fait de l'avoir maintenue en état d'« hibernation » après l'achèvement de sa mission préparatoire. Cette temporisation forcée a engendré plusieurs conséquences fatales[33]:

- Déviation Opérationnelle : l'inaction a conduit les dirigeants à commettre de graves erreurs en déviant de la mission fondamentale, soit pour libérer les énergies accumulées, soit pour résoudre des problèmes *ad hoc*, notamment le financement (ex. : liquidation des milices noires en Kabylie début 1948, opération de la poste d'Oran en avril 1949, tentative de dynamitage de la « statue de Cacherou » fin 1949). Ces actions ont créé des vulnérabilités.
- Érosion du Moral et de la Discipline : la propagation de la lassitude et de la frustration parmi les militants qui a engendré de nombreux cas de violation du règlement intérieur, nécessitant des campagnes disciplinaires qui ont accru le risque de fuites et de dénonciations.
- Opportunité pour la Répression : l'octroi d'un temps suffisant aux services de sécurité coloniaux pour traquer

l'Organisation, l'infiltrer et, finalement, la démanteler sans précipitation.

3.3 L'OS : de solution provisoire à facteur de crise

Ce dénouement trouve sa source dans la nature même de l'OS. Sa création en février 1947 n'était pas motivée par la volonté de déclencher la révolution, mais principalement par le besoin d'apaiser la crise interne du Parti du Peuple Algérien (PPA) au lendemain du tournant électoral de 1946.

- Rôle initial : tout au long de la phase de préparation, l'OS a joué un rôle de soupape de sécurité et de modérateur face aux factions les plus pressées.

- Transformation : dès qu'elle a atteint le stade de la pleine capacité opérationnelle, l'OS s'est paradoxalement transformée en un facteur d'exacerbation du conflit entre les partisans du passage immédiat à l'action et ceux de la temporisation.

L'Organisation Spéciale a ainsi reproduit le problème même pour lequel elle avait été créée en tant que solution, mais avec une acuité et une tension accrues. Pour résoudre cette impasse, le parti aurait dû répondre aux exigences de l'environnement stratégique en prenant une décision révolutionnaire décisive (le déclenchement de la lutte). Incapable de le faire, l'Organisation Spéciale en est devenue le bouc émissaire de l'irrésolution du PPA/MTLD.

3.4. Le Démantèlement de l'Organisation Spéciale : Un Coup Fatal ou une Crise de Croissance ?

Au-delà des souffrances et des conséquences immédiates (répression, emprisonnement, torture), le démantèlement de l'Organisation Spéciale (OS) n'a pas été un coup fatal porté au projet révolutionnaire algérien. Au contraire, cet événement peut être interprété comme une crise de croissance indispensable pour libérer les énergies accumulées par l'organisation et pour transformer la stratégie nationaliste.

En s'éloignant d'une perspective événementielle réductrice, ce processus a engendré des effets positifs majeurs pour le courant révolutionnaire :

- La Déconstruction des Illusions Légalistes : le démantèlement a eu pour résultante principale de délégitimer et de marginaliser la lutte légale menée au sein du PPA-MTLD (Parti du Peuple Algérien- Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques). En effet, ce dernier s'est trouvé dépourvu de sa substance, ayant perdu l'importance qu'il tirait de sa fonction de couverture et de paravent pour la préparation de l'action armée, qui était la mission principale de l'OS.
- Accélération de la Désintégration du Parti : l'élimination de l'OS – qui constituait un adversaire commun et une soupape de sécurité – a privé les ailes rivales du PPA/MTLD d'un motif de cohésion. Ceci a inéluctablement précipité la résurgence des conflits latents (la crise de 1953-1954), ouvrant la voie aux initiatives autonomes de la base militante.
- La Libération et la Maturation des Forces Révolutionnaires : la crise a permis de libérer le courant révolutionnaire de l'emprise de la légalité et de la temporisation politique imposée par la direction du parti. Elle a fourni aux militants radicaux le contexte nécessaire pour passer de la

passivité à l'action concrète ; de l'attente d'une décision (de déclencher la révolution) à la recherche active de sa création. La crise fut donc la manifestation d'un flux énergétique contraint de traverser un système parvenu à une taille critique (l'OS étant prête au combat), poussant irréversiblement vers l'établissement d'un nouveau système stratégique.

➢ La Préparation Finale au Déclenchement : les nombreux obstacles rencontrés par les cadres de l'OS entre 1950 et 1954 (fuites, replis, clandestinité accrue) ne furent, en réalité, que des facteurs de maturation accélérée des conditions du déclenchement de la révolution :

- Maturation Psychologique et Sociale : La clandestinité a mûri les cadres psychologiquement et socialement, les forçant à l'autonomie.
- Lien avec les Masses : La situation les a contraints à jeter des ponts avec les masses populaires, notamment en milieu rural, exaspérées par le *statu quo* colonial.
- Ouverture Géopolitique : Ils ont été poussés à s'ouvrir à l'environnement international et régional (comme Le Caire) pour tirer profit de ses évolutions.
- Prise de Décision : Ces facteurs les ont placés dans la position idoine pour prendre la décision historique : la réunion des 22 cadres de l'Organisation Spéciale en juin 1954 a ainsi marqué l'heure H, celle du déclenchement de la révolution tant attendue.

En conclusion, si le démantèlement fut un événement douloureux, il a agi comme un catalyseur forcé qui, en éliminant les structures de compromis, a propulsé les cadres de l'action

directe vers la création du Front de Libération Nationale (FLN) et le déclenchement effectif de la Guerre de libération le 1er novembre 1954.

- Bibliographie:

1- Documents

- Ait Ahmed (Hocine**), rapport présenté au comité central élargi réuni à Zedine** (Décembre 1948), in Harbi Mohammed, Les archives de la révolution algérienne, Jeune Afrique, Paris 1981, P.P : 15 – 49.

- Gouvernement général de l'Algérie, 1948 et 1949, **Exposé de la situation générale en Algérie (Annuel)**,

- Organisation spéciale du PPA – MTLD, **Règlement intérieur**, in Jacques Chevallier, Nous Algériens, Paris, Calmam Lévy, 1958, P.P : 90 – 93.

- Organisation spéciale du MTLD, **Brochure incomplète intitulée : " L'attitude du militant devant la police** ".

- Tribunal Correctionnel de Bône (Annaba), **Procès de l'Organisation Spéciale (MTLD), 30 juin 1951**, 57 P ronéotées.

2- Témoignages :

- Témoignage de Ben Saïd Abderrahmane, responsable de l'Organisation spéciale dans l'Oranais.

- Témoignage de Ben Alla El-Hadj, responsable de l'Organisation spéciale dans la ville d'Oran.

- Témoignage de Titouh Makhlouf, responsable de la section de l'Organisation spéciale à Tazmalt.

- Témoignage d'El-Amoudi Abdelkader, responsable de l'Organisation spéciale dans la région du Sud constantinois.

- Témoignage de Kaâs Ayyad, responsable d'une cellule de l'Organisation spéciale à Oued Zenati.

- Témoignage de Guerras Abdelrahmane, responsable de l'Organisation spéciale dans la zone de constantine.

- Témoignage de Mahsas Ahmed, responsable de la zone Alger (2) au sein de l'Organisation spéciale.

- Plusieurs Témoignages de cadres de l'OS, in **Actualité**, numéro spécial, du 27 Juin au 3 juillet 1985.

3- Mémoires et autobiographies

- Ait Ahmed Hocine, **Mémoires d'un combattant. L'esprit de l'indépendance**, **1942–1952**, ed Bouchene, Alger, 1990.

- Benkhedda Benyoucef**, Les origines du 1er novembre 1954**, Dahleb, Alger 1986.

- Boudiaf Mohamed, **La préparation du 1er Novembre**, Collection El-djarida, 1976.

- Chevalier Jacques, **Nous algériens …**, Calmalevy, Paris. S.d.

- Mahsas Ahmed**, Le mouvement révolutionnaire en Algérie de la première guerre mondiale à 1954 : Essai sur la formation du mouvement nationa**l, Ed. Barkat, Alger, 1990.

- Assami Mohamed, L'armurier de l'OS, M. Mohamed Assami raconte l'histoire, version originale, in **L'indépendant** N° 1 du 31 Octobre au 6 Novembre, 1994, P8 et 17 – 18.

-Yousfi M'hammed, **L'Algérie en marche**, ENAL, Alger, 1985, 2 Vol.

- Yousfi M'hammed, **Le complot : Algérie 1950-1954**, ENAL, Alger, 1986.

4- Ouvrages et publications

- 'Abbās Muḥammad, **Thuwwār 'Uẓamā,** Manshūrāt Daḥlab, Al-Jazā'ir, 1991. (Abbas Mohammed, Grands Révolutionnaires, Publications Dahleb, Alger, 1991.)

- 'Abbās Muḥammad, **Ruwād al-Waṭaniyyah,** Manshūrāt Daḥlab, Al-Jazā'ir, 1992. (Abbas Mohammed, Pionniers du Patriotisme, Publications Dahleb, Alger, 1992.)

- Chikh Slimane, **L'Algérie en armes ou le temps des certitudes**, OPU / Economica, Alger – Paris 1981.

- Harbi Mohammed, **Le FLN mirage et réalités, des origines à la prise du pouvoir (1945 – 1962**), NAQD / ANAG, Alger 1993.

- Kaddache Mahfoud**, histoire du nationalisme Algérien. Question nationale et politique Algérienne, 1919 – 1951**, 2 Vol, SNED, Alger 1980 – 1981.

- Oussedik Omar, « Témoignage oral », in **Réflexions, Messali Hadj 1898-1998 : parcours et Témoignages**, éd. Casbah, Alger, 1998.

- Rouici Moncer, **Population et société au Maghreb**, OPU, Alger, 1983.

- Sa'dāwī Muṣṭafā**, al-Munaẓẓamah al-Khāṣṣah wa Dawruhā fī al-I'dād li-Thawrat Nūfambar 1954,** Manshūrāt al-Waraqah az-Zarqā', Al-Jazā'ir, 2009**.** (Sadaoui Mustapha, L'Organisation Spéciale et son Rôle dans la Préparation de la Révolution de Novembre 1954, Publications La Feuille Bleue, Alger, 2009.)

- Qannān Jamāl, **Qaḍāyā wa Dirāsāt fī Tārīkh al-Jazā'ir al-Ḥadīth wa al-Mu'āṣir,** Manshūrāt al-Matḥaf al-Waṭanī lil-Mujāhid, Al-Jazā'ir, 1994. (Quennan Djamel, Questions et Études sur l'Histoire de l'Algérie Moderne et Contemporaine, Publications du Musée National du Moudjahid, Alger, 1994.)

- Notes :

[1] - Slimane Chikh, **L'Algérie en armes ou le temps des certitudes**, OPU / Economica, Alger – Paris, 1981, p 25.

[2] - Mahfoud Kaddache**, histoire du nationalisme Algérien. Question nationale et politique Algérienne, 1919 – 1951**, SNED, Alger, 1981, Vol 1, p 737.

[3] - Ibid : 740.

[4] - Mohammed Harbi, **Le FLN mirage et réalités, des origines à la prise du pouvoir (1945 – 1962**), NAQD / ANAG, Alger, 1993, p 13.

- Moncer Rouici, **Population et société au Maghreb**, OPU, Alger, 1983, p 102.

[5] - Gouvernement général de l'Algérie, **Exposé de la situation générale en Algérie,** 1948 -1949, p 29.

[6] - Ibid, p 25

[7] - Cheikh, Op.cit., 78-79.

[8] - Jamāl Qannān, **Qaḍāyā wa Dirāsāt fī Tārīkh al-Jazā'ir al-Ḥadīth wa al-Mu'āṣir,** Manshūrāt al-Matḥaf al-Waṭanī lil-Mujāhid, Al-Jazā'ir, 1994. (Djamel Quennan, Questions et Études sur l'Histoire de l'Algérie Moderne et Contemporaine, Publications du Musée National du Moudjahid, Alger, 1994, pp : 199-200.

[9] - Hocine Ait Ahmed**, rapport présenté au comité central élargi réuni à Zedine** (Décembre 1948), in Harbi Mohammed, Les archives de la révolution algérienne, Jeune Afrique, Paris 1981, pp : 15 – 49.

[10] - Muṣṭafā Sa'dāwī**, al-Munaẓẓamah al-Khāṣṣah wa Dawruhā fī al-I'dād li-Thawrat Nūfambar 1954,** Manshūrāt al-Waraqah az-Zarqā', Al-Jazā'ir, 2009**.** (Mustapha Sadaoui, L'Organisation Spéciale et son Rôle dans la Préparation de la Révolution de Novembre 1954, Publications La Feuille Bleue, Alger, 2009.), pp : 40-41.

[11] - Hocine Ait Ahmed, **Mémoires d'un combattant. L'esprit de l'indépendance**, **1942–1952**, ed Bouchene, Alger, 1990, pp : 82-83.

- Harbi, 1993, p 32.

[12] - Ait Ahmed, Op.cit., 1981, 15-49.

[13] - Sa'dāwī, Op.cit., pp : 95-97.

[14] - Ahmed Mahsas**, Le mouvement révolutionnaire en Algérie de la première guerre mondiale à 1954 : Essai sur la formation du mouvement nationa**l, Ed. Barkat, Alger, 1990.

- Benyoucef Benkhedda**, Les origines du 1er novembre 1954**, Dahleb, Alger 1986.

- Mohamed Boudiaf, **La préparation du 1er Novembre**, Collection El-djarida, 1976.

[15] - Ait Ahmed, Op.cit., 1990, p 135.

[16] - Témoignages de: Abderrahmane Guerras, Abderrahmane Ben Said, Abdelkader El Amoudi, Ayad Gaâs, Makhlouf Titouh, Mohamed Merzouki, Moussa Marrakchi.

[17] - Voir : -- Organisation spéciale du MTLD, **Brochure incomplète intitulée : " L'attitude du militant devant la police** ".

- Sa'dāwī, Op.cit., pp : 146-156.

[18] - Voir : - Mohamed Assami, L'armurier de l'OS, M. Mohamed Assami raconte l'histoire, version originale, in **L'indépendant** N° 1 du 31 Octobre au 6 Novembre, 1994, p 17.

- Benkhedda, Op.cit., pp : 132-133.

- Ait Ahmed, Op.cit., 1990, pp : 164-165.

[19] - Voir : - Harbi, Op.cit., p 43.

- Ait Ahmed, Op.cit., 1990, p 166.

[20] - Voir : - Témoignages de Hadj Ben Alla et Abderrahmane Ben Said.

- Assami, Op.cit., pp 17-18.

- Harbi, Op.cit., p 55.

[21] - Voir :

- Mahsas, Op.cit., pp : 255-256.

- Chevallier, Op.cit., pp : 85-86.

[22] - Voir : - Chevallier, Op.cit., p 87.

- Harbi, Op.cit., p 74.

[23] - Omar Oussedik, « Témoignage oral », in **Réflexions, Messali Hadj 1898-1998 : parcours et Témoignages**, éd. Casbah, Alger, 1998, p 213-214.

[24] - Voir : - Mahsas, Op.cit., p 333.

- Muḥammad 'Abbās, **Thuwwār 'Uẓamā,** Manshūrāt Daḥlab, Al-Jazā'ir, 1991. (Abbas Mohammed, Grands Révolutionnaires, Publications Dahleb, Alger, 1991, p 86.

- Youfi, Op.cit., p 104.

- Benkhedda, Op.cit., p 152.

- Harbi, Op.cit., p 76.

[25] - Voir : - Organisation spéciale du PPA – MTLD, **Règlement intérieur**, in Jacques Chevallier, Op.cit., pp : 90 – 93.

[26] - Plusieurs sources infirment l'appartenance de «Rahim» à l'OS, à titre d'exemples, voir ce qui suit :
- Ait Ahmed, Op.cit., p 124.
- Yousfi, Op.cit., p 104.
- Témoignage de Hamed Rouabhia, in Muḥammad 'Abbās, **Ruwād al-Waṭaniyyah,** Manshūrāt Daḥlab, Al-Jazā'ir, 1992. (Abbas Mohammed, Pionniers du Patriotisme, Publications Dahleb, Alger, 1992.), pp : 242-243.

[27] - Témoighage de Hadi Medoui (élement OS de Tebessa), in **Algérie Actualité**, spécial 5 Juillet du 27 Juin au 3 juillet 1985, p 20.

[28]- Voir : - Tribunal Correctionnel de Bône (Annaba), **Procès de l'Organisation Spéciale (MTLD), 30 juin 1951**, 57 p. ronéotées.

[29] -Voir : - Ait Ahmed, Op.cit., p 202.
- Témoignages de Ahmed Bouchaib et Mohamed Khiter, in Muḥammad 'Abbās, Op.cit., pp : 111-112, 327-330.

[30] - Voir : - Ait Ahmed, Op.cit., p 181.

- M'hammed Yousfi, **Le complot : Algérie 1950-1954**, ENAL, Alger, 1986, p 56.

[31] - Sa'dāwī, Op.cit., 2009 : 274-285.

[32] - Ibid, 2009 : 285-291.

[33] - Ibid, 2009 : 296-302.